

Monde

Corruption, exploitation, les dessous pas très chic de la mode italienne P. 6-7

Les dessous pas très chic de la mode italienne

— En Toscane, la ville de Prato, plus grand district textile d'Europe, est depuis plusieurs mois bousculée par une série de grèves d'une ampleur inédite.

— Des travailleurs étrangers victimes d'exploitation, soutenus par le syndicat Sudd Cobas, se mobilisent pour faire valoir leurs droits.

— Un procureur les appuie dans ce combat contre un système mafieux.

Prato (Italie)
 De nos envoyées spéciales

« *Sciopero, sciopero* (« grève », en italien, NDLR). *Huit heures, cinq jours. Des contrats justes et des vraies fiches de paie* », s'époumonent les ouvriers en grève, sous un soleil de plomb, devant l'usine de flocage de vêtement, ViviStampa, à Prato, en Toscane. Une demande simple et étonnante. Qui pourrait imaginer qu'il faut encore faire grève, dans le nord de l'Italie, pour obtenir un contrat de travail et des fiches de paie ? Pourtant, la réalité de la fabrication du prêt-à-porter et

même de la haute couture à Prato est glaçante.

Située à une quarantaine de kilomètres de Florence, la ville de Prato n'a pas grand-chose de la carte postale toscane. Dans cette cité industrielle surnommée le Manchester de l'Italie, les cheminées ont remplacé les cyprès et les bâtiments en contreplaqués, les rangs de vignes. Réputé dans le monde entier, au XIX^e siècle, pour sa production de laine artisanale, ses chiffonniers et quelques produits d'excellence comme les « fioretti », des chapeaux à larges bords très prisés par les Américains, Prato est aujourd'hui le plus grand district textile d'Europe. Une zone industrielle de 100 km², plus de 6 600 entreprises, 5 000 autoentrepreneurs et 41 200 ouvriers, qui tournent à plein régime, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 pour inonder le marché de la mode européen, à des prix défiant toute concurrence.

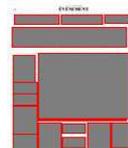
« *On travaille douze à quatorze heures par jour, tous les jours, sans jour de repos, sans vacances, sans arrêt maladie, pour 3 ou 4 € de l'heure. Si on ne travaille pas, on ne gagne rien* », dénonce Samyullahkhan, origi-

naire du Pakistan, qui opère sans contrat à ViviStampa depuis maintenant deux ans.

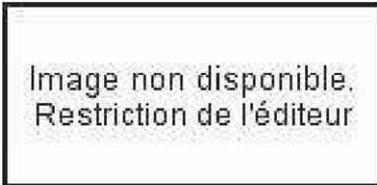
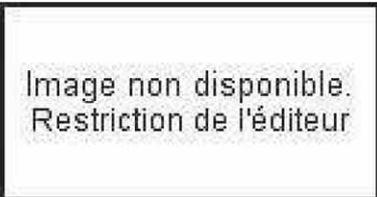
Une quinzaine d'ouvriers d'autres usines les ont rejoints, lui et l'un de ses camarades, sur le piquet de grève. Par solidarité ils ont pris un jour de repos pour les accompagner. Tous sont emmenés par le syndicat Sudd Cobas – créé par des jeunes de la région sensibles aux droits de ces travailleurs étrangers – qui se mobilise depuis 2018 dans la région pour obtenir la régularisation des contrats de travail et le respect des droits fondamentaux des travailleurs dans les usines textiles à Prato. Une première campagne de grève, cet automne, avait déjà secoué la région. Notamment à la suite des expéditions punitives menées par certains patrons criminels pour réprimer les contestations.

C'est justement après le passage à tabac de plusieurs travailleurs et certains membres de Sudd Cobas que le père Helmut, curé de la paroisse de San Giusto, un bourg de quelque 3 500 âmes jouxtant Prato, a entendu parler de cette lutte. Né en Pologne dans les années 1960, il a été profon-





dément marqué dans son ●●●



Le syndicat Sudd Cobas et les ouvriers en grève rassemblés devant l'usine ViviStampa, à Prato, le 31 mai. Laure Giully pour La Croix

●●● enfance par les combats du mouvement syndical polonais, Solidarnosc. Cela a donc été une « évidence » pour lui, malgré son emploi du temps surchargé, de les soutenir.

Distribution de repas et de boissons chaudes, échanges avec les ouvriers sur les piquets de grève... Très vite, le prêtre prend goût à la lutte et épaula ces tra-

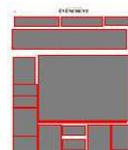
vailleurs de l'ombre déterminés à faire entendre leur voix. Et tant pis si les journées sont courtes. Qu'importe également la barrière de la langue. « Avec les gestes, le temps et l'envie, on finit par se comprendre », assure celui qui ne compte plus ses heures passées sur les piquets ou dans les manifestations.

L'homme d'Église, qui dé-

nonce une corruption « immense et à tous les niveaux », est désormais ferme : « Tous ceux qui disent ignorer ce qui se passe à Prato mentent. Je dis bien tous. Des ouvriers m'ont dit plusieurs fois avoir vu des policiers dans leur usine prendre un café avec les patrons mafieux et leurs avocats. »

Après avoir obtenu de nombreux accords avec des usines et





une forte médiatisation au niveau national, le nombre d'inscrits au syndicat est monté en flèche. Sudd Cobas a réussi à se mobiliser pour lancer une nouvelle « vague de grèves ». Comprendre plusieurs piquets simultanés et à chaque fois qu'un accord est signé avec un employeur, les grévistes se déplacent sur une autre usine. « L'objectif est d'envoyer un message clair aux patrons criminels : nous sommes là et ne céderons pas », explique Maghi, 24 ans, membre du syndicat depuis ces débuts.

Ce vendredi 31 mai commence donc une nouvelle vague de contestation ; en plus de ViviStampa, dix autres usines sont occupées. Sur les réseaux sociaux, Sudd Cobas publie une « story » à chaque accord signé avec le message « et de un... et de deux... trois... », donnant l'impression d'une véritable conquête salariale.

« L'économie de tout le district repose sur l'exploitation des travailleurs étrangers », explique Maghi. Les patrons s'appuient sur la précarité des immigrés qui souvent n'ont pas de titre de séjour et sont obligés d'accepter car ils n'ont pas le choix. » Beaucoup de magasins de prêt-à-porter, notamment de « fast fashion » (mode rapide et à bas prix), seraient contraints de mettre la clé sous la porte, s'ils achetaient le textile à un prix juste, poursuit la syndicaliste.

Comment en est-on arrivé là ? Dans les années 1980-1990, la mondialisation et l'arrivée d'une concurrence féroce dans le secteur de l'habillement par les pays en voie de développement, ont peu à peu asphyxié les usines textiles de Prato. Flairant le filon, des entrepreneurs chinois ont racheté progressivement les ateliers et fait venir leur main-d'œuvre, défiant toute concurrence. C'est ainsi qu'une diaspora

chinoise s'est installée à Prato.

« C'est l'une des plus grandes communautés chinoises en Italie, mais aussi en Europe », explique le procureur de Prato, Luca Tescaroli. Assis dans son bureau aux murs blindés, surveillé par des gardes du corps, ce spécialiste de l'antimafia, arrivé à Prato en juillet 2024, a accepté de recevoir *La Croix*, car il veut que « les Européens prennent conscience de l'ampleur de la dangerosité de la criminalité organisée chinoise qui nous concerne tous, en Europe ». Derrière son bureau, une vie de lutte contre les organisations criminelles se résume en quelques objets : la photo des célèbres juges siciliens, Giovanni Falcone et Paolo Borsellino, assassinés par Cosa Nostra, mais aussi, toutes les médailles de ses enquêtes portées à bout de bras, l'attentat de Capaci, qui a conduit à la condamnation à perpétuité de 24 criminels, mais aussi d'autres attaques commises par les mafias italiennes, à Rome, Florence et Bologne.

L'homme tente difficilement de résumer ce qu'il qualifie de « système Prato », une « zone de non-droit ». « Les entrepreneurs chinois ont délocalisé leur production en Italie, mais opèrent comme dans une zone franche : ils ne respectent pas le droit du travail italien, ne paient pas de taxes et opèrent sous le mécanisme "apri e chiudi" – comprendre "ouvrir et fermer". C'est-à-dire que dès qu'il y a un contrôle, l'entreprise ferme et rouvre sous un autre nom, sur le trottoir d'en face. »

Il décrit le même système que celui du *caporalato* dans les campagnes italiennes : les patrons dits « caporals » font venir les ouvriers de Chine, mais aussi du Pakistan ou du Bangladesh, et les soumettent à une forme d'esclavage moderne. À leur arrivée, les ouvriers se voient confisquer

leurs papiers. Résultat, ils sont totalement soumis aux patrons, dorment parfois dans l'usine, et risquent des représailles s'ils osent dénoncer leur situation.

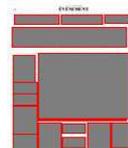
Comme pour le *caporalato* dans les campagnes, ces patrons mafieux s'appuient sur le manque de contrôles de l'inspection du travail en Italie, sur les failles de gestion de l'immigration – ceux qui n'ont pas obtenu le droit d'asile ou tout simplement leurs permis de travail ou dont le permis n'a pas été renouvelé sont prêts à tout pour rester.

Mais aussi sur l'hyper fragmentation de la production : à Prato les usines comptent en général 5 à 15 ouvriers maximum, ce qui rend la syndicalisation difficile pour les ouvriers, mais leur substitution facile pour les patrons. Ce système illégal s'appuie aussi sur la complicité des marques, qui ne peuvent ignorer dans quelles conditions sont fabriqués ces vêtements.

« Ce système mafieux n'a aucune retombée économique positive pour le territoire. Toute la manne financière est renvoyée en Chine, précise le procureur. La mafia chinoise propose à ses homologues italiennes des services bancaires permettant de payer la drogue aux cartels sud-américains, par exemple », ajoute Luca Tescaroli. Selon lui, des centaines de milliers d'euros en liquide transitent chaque jour à Prato : « Nous sommes sur un centre criminel de premier plan. »

Le procureur tient également à alerter sur « l'escalade de la violence ». « On assiste ces dernières années à une forte hausse des homicides, tentatives d'homicide, incendies d'ateliers, intimidation en tout genre. Il y a quelques mois, une station-service a explosé, poursuit le procureur inquiet. « L'Europe entière est concernée, il y a eu un homicide à Rome, des incendies d'ateliers à Paris, à Barce-





lone (...). C'est tout un climat mafieux qui conduit à l'omerta. Or la criminalité organisée repose sur la peur et l'omerta», ajoute Luca Tescaroli, qui veut montrer «la présence de l'État».

En février 2025, Luca Tescaroli a lancé publiquement un appel, visant à briser cette omerta : «J'ai appelé tous ceux qui étaient victimes de pressions et d'exploitations à dénoncer leurs conditions de travail, en échange d'une protection de l'État et de l'obtention d'un permis de séjour, comme le prévoit la loi italienne, l'article 18 ter, sur les collaborateurs de justice.» Un premier pas pour ce procureur, qui semble porter ses fruits puisqu'il y a eu 69 collaborations de la part d'entrepreneurs et travailleurs étrangers depuis juillet 2024, dont 60 après son appel. Luca Tescaroli a également ouvert une procédure anti-mafia dès son arrivée, demandé à Rome plus de moyens pour intervenir sur le terrain, inspecteurs pour les contrôles,

« Tous ceux qui disent ignorer ce qui se passe à Prato mentent. »

Prato, le plus grand district textile d'Europe, à proximité immédiate de la ville de Florence, en Italie, est depuis plusieurs mois agité par des «vagues de grèves».

Des travailleurs étrangers sous-payés et sans protection sociale se mobilisent pour faire valoir leurs droits, soutenus par le syndicat Sudd Cobas.

Un procureur les appuie dans ce combat contre un système où la mafia chinoise collabore avec l'italienne.

police, enquêteurs.

Du côté des syndicats aussi, le vent semble avoir tourné. Après dix jours de grèves spectaculaires, Sudd Cobas a obtenu la signature de 28 accords d'entreprises, obligeant les patrons à régulariser la situation d'une centaine d'ouvriers. Avec, comme ils l'exigent, des contrats prévoyant huit heures de travail par jour et deux jours de repos hebdomadaire.

Julie Déléant et Laure Giully

repères

Une riche histoire

Prato est surnommée «le Manchester de la Toscane» depuis le XIX^e siècle, en référence à sa puissance manufacturière et à son histoire industrielle. Dès le XIII^e siècle, la ville se spécialise dans le traitement de la laine, avec un dense réseau d'ateliers et de petites entreprises artisanales.

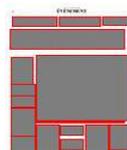
Au XIX^e siècle, Prato entre dans l'ère industrielle. Les ateliers artisanaux laissent place à de grandes usines textiles, aujourd'hui regroupées dans des parcours «d'archéologie industrielle». Mais l'industrie textile y est toujours active, avec le développement récent de structures de recyclage de vêtements.

Aujourd'hui la municipalité cherche à mettre en valeur et à réhabiliter le riche passé industriel de Prato, à travers plusieurs lieux culturels :

- Le Museo del Tessuto, musée du textile installé dans une ancienne usine du XIX^e siècle dans le centre-ville ;
- Le Centro per l'Arte Contemporanea Luigi Pecci, musée d'art contemporain financé dans les années 1980 par une famille d'industriels du textile.

« Les entrepreneurs chinois ont délocalisé leur production en Italie, mais opèrent comme dans une zone franche : ils ne respectent pas le droit du travail italien, ne paient pas de taxes. » Les patrons dits « caporals » font venir les ouvriers de Chine, mais aussi du Pakistan ou du Bangladesh, et les soumettent à une forme d'esclavage moderne.





**Image non disponible.
Restriction de l'éditeur**

Le père Helmut, curé de la paroisse de San Giusto, un bourg jouxtant Prato, a participé à des distributions de repas et échanges avec les ouvriers sur les piquets de grève. Julie Déléant pour La Croix

